

5 mars 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, Michel Sleimane, président de la République libanaise et Jeffrey Feltman, sous-secrétaire général des Nations Unies, sur le soutien apporté au Liban par la communauté internationale, à Paris le 5 mars 2014.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général adjoint,

Messieurs et Mesdames les ministres,

C'est un moment important que de réunir aujourd'hui, ici, avec le Président libanais, le Groupe international de soutien au Liban.

Le contexte n'est pas que libanais. Il explique sans doute également l'intérêt qui est porté sur ce rassemblement. C'est bien qu'il en soit ainsi. Le Liban peut aussi offrir des opportunités qui n'avaient pas été identifiées au point de départ, mais qui peuvent être saisies.

La réunion d'aujourd'hui est un événement : un événement pour le Liban, un événement pour la région, un événement pour la communauté internationale. Il rassemble et je les en remercie les ministres des Affaires étrangères de dix pays et les représentants de nombreux contributeurs au redressement du Liban. Ce Groupe international est sous l'autorité du Secrétaire général des Nations unies, ici représenté par Jeffrey FELTMAN.

Qu'avons-nous à faire pour le Liban ? Lui apporter un soutien qui ne peut pas être simplement moral, un appui qui ne peut pas être seulement politique. Nous devons donc faire en sorte que le Liban qui affronte une crise dans un pays voisin, la Syrie puisse être capable d'assurer sa stabilité politique et sa sécurité, notamment à ses frontières et, enfin, puisse avoir le développement économique qui est attendu d'un pays comme le Liban.

Il faut savoir qu'aujourd'hui il y a plus d'un million de Syriens qui ont trouvé refuge au Liban. 50 000 Syriens affluent chaque mois au Liban. Cela représente pour le Liban, à la fois, un honneur que d'accueillir une telle population, montrant une fois encore la solidarité et la générosité du Liban et mais cela représente aussi une charge, un fardeau considérable. C'est le rôle du Groupe international que de pouvoir permettre au Liban de l'assumer, que ce soit à travers l'effort que ce pays mène pour l'accueil des réfugiés, pour la scolarisation, pour le logement, pour les soins médicaux.

De la même manière, quand il se produit un drame comme celui de la Syrie, avec les liens qui existent entre le Liban et la Syrie, il y a nécessairement des conséquences qui apparaissent, y compris sur le territoire libanais. Dois-je rappeler les attaques qui ont causé plus de 100 morts sur le territoire libanais ces dernières semaines, des attentats-suicide qui ont également eu lieu, les assassinats ? A partir de là, il y a aussi le soutien politique qui doit être apporté au Liban.

Je veux saluer les efforts du Président SLEIMANE depuis plusieurs mois, pour ne pas dire plusieurs années. C'est à son initiative qu'il y a eu ce rassemblement encore manifesté par la constitution du nouveau gouvernement que je salue autour de Tamam SALAM. Mais il y a aussi la volonté du Liban tout entier, à travers toutes ses communautés, d'être autant qu'il est possible préservé de la crise syrienne. C'est l'esprit de la déclaration de Baabda qui doit être à chaque fois

rappelée parce que c'est essentiel.

Nous savons aussi que vous ne ménagéz pas, Monsieur le Président, tous vos efforts pour qu'il puisse y avoir cette feuille de route, puis l'adoption par le Parlement de la déclaration du gouvernement permettant ainsi sa mise effective au travail, et enfin la préparation de l'élection présidentielle.

Pendant ce temps-là, la communauté internationale, elle, doit se mobiliser et c'est ce qu'elle fait aujourd'hui dans trois directions.

D'abord, l'aide aux réfugiés. Il y a des montants financiers qui ont été dégagés. Ils doivent être complétés et amplifiés. Ils doivent permettre que le Liban puisse être, autant qu'il est possible, soulagé de l'effort qu'il consent pour les réfugiés. Je salue notamment le rôle majeur d'Antonio GUTTERES pour permettre justement que les réfugiés puissent être accueillis dans les meilleures conditions. C'est la première priorité : l'aide aux réfugiés.

La seconde priorité, c'est le soutien à l'économie libanaise à travers les actions de la Banque mondiale, le fonds fiduciaire qui a été créé, les projets d'infrastructures qui doivent être financés, le soutien aux finances publiques libanaises, peut-être avec des procédures exceptionnelles de garantie. Nous en parlerons. Nous avons le devoir de permettre à cette économie libanaise qui est stable sur le plan financier, qui a réussi à maîtriser l'inflation, qui a été également capable de faire en sorte de donner des assurances à la communauté financière internationale d'être préservée du conflit à ses portes.

Enfin, la dernière priorité, c'est de garantir la sécurité du Liban et de permettre à l'armée libanaise d'avoir les équipements indispensables. La France y contribue, pour sa part, avec l'Arabie Saoudite.

Voilà ce que je voulais dire de l'ordre du jour de notre réunion d'aujourd'hui. Il doit y avoir, pour les Libanais, un espoir ici à Paris : l'espoir de voir la communauté internationale prendre la dimension de ce que subit et vit le Liban, l'espoir de trouver une issue politique, l'espoir d'avoir aussi la sécurité. Tel est le sens de notre réunion et je veux saluer la communauté internationale, ici représentée, et également dire que nous utiliserons cette réunion à toutes les fins possibles pour faire avancer la paix, que ce soit au Moyen-Orient ou aux confins de l'Europe. Merci.

Michel SLEIMANE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE

Mesdames et Messieurs,

Notre réunion aujourd'hui en France, plus de quatre mois après le lancement à New York des travaux du Groupe international de soutien au Liban revêt une importance renouvelée. D'une part, elle se tient alors que notre monde arabe ne cesse de subir de forts tiraillements dans la quête de son devenir et fait face à des menaces de fragmentation, d'extrémismes, de despotisme et de terrorisme. D'autre part, elle se déroule à la veille d'échéances constitutionnelles internes que nous tenons à honorer, par respect pour nos traditions démocratiques et pour préserver nos institutions légales, notre unité nationale et notre paix civile.

Le symbolisme de cette conférence ses objectifs et le haut-niveau de participation dont elle jouit témoigne de l'intérêt et de la bienveillance dont le Liban fait l'objet. Il témoigne aussi de l'importance que la communauté internationale attache à la stabilité du Liban, à son développement et au mieux-être de son peuple.

Qu'il me soit permis d'emblée, Monsieur le Président, de vous remercier et de remercier la France pour avoir tenu à organiser cette conférence à des fins d'évaluation et de solidarité avec le Liban, à Paris même, à un moment aussi crucial pour l'avenir de notre pays et de vous redire notre estime ainsi que notre engagement à œuvrer pour faire prévaloir les valeurs communes auxquelles nous adhérons au nom des liens historiques et multiples qui unissent nos deux Nations.

Monsieur le Président, l'occasion nous est offerte pour évaluer ensemble les progrès effectués dans la mise en œuvre des conclusions du Groupe international de soutien. Ce groupe a appelé à consolider la stabilité du Liban, les piliers de son économie, les capacités de ses forces armées et les efforts déployés pour faire face aux graves problèmes des réfugiés syriens sur notre territoire. Cette occasion nous est donnée pour discuter des meilleurs moyens susceptibles d'assurer le suivi et l'application de ses conclusions. Un consensus a été réalisé sur le plan de soutien économique

et l'exécution de ses conclusions. Un premier pas a été réalisé sur le plan de soutien économique. Ainsi, le fonds fiduciaire d'affection spéciale pour le Liban a été créé, il a été actualisé grâce à l'initiative de la Norvège qui a ouvert les souscriptions. Nombre de pays donateurs considèrent ce fonds comme étant un mécanisme important visant à financer les actions, les projets et les programmes prioritaires cités par la feuille de route.

Nous sommes déterminés à parachever les formalités administratives et juridiques requises pour définir les cadres de coopération entre l'Etat libanais et la Banque mondiale, afin de gérer les activités de ce fonds.

Nous nous félicitons de ce développement positif et nous souhaitons, de même, que les Etats amis répondent favorablement et dans les brefs délais à l'appel de souscription au fonds, tout en gardant ouverts les multiples canaux de coopération économiques bilatéraux, avec l'espoir de parvenir à une solution politique rapide à la crise syrienne. Lors du lancement du processus de reconstruction de ce pays voisin et frère, il m'importe de souligner le fait que l'attention et le soutien international accordé au Liban ne devrait pas fléchir.

L'effort de solidarité à l'égard de notre pays exigera de faire de longues années d'accompagnement et de suivi. Par ailleurs, un grand progrès a été réalisé dans l'exécution des conclusions relatives à l'appui apporté aux forces armées libanaises. Il s'est concrétisé par la décision du Gouvernement italien d'organiser à Rome une conférence dédiée à cette fin.

Nous espérons que les participants parviendront, au cours de cette rencontre, à établir un cadre clair et un plan exhaustif pour promouvoir les moyens de soutien à l'armée libanaise au niveau de l'équipement, de l'entraînement et de la formation.

Notons que la décision du gardien des deux Saintes mosquées, le Roi Abdallah Ben Abdelaziz, d'octroyer 3 milliards de dollars à l'armée libanaise, sous forme d'aide exceptionnelle, ne peut qu'assurer les chances de succès de cette conférence. Nous considérons, à plus d'un titre, que ce don si généreux aura à son actif, en complément des conclusions de la Conférence de Rome, un effet de levier sur le programme d'assistance possible pour le Liban. Il encouragera demain les programmes de coopération militaire existants avec de nombreux pays amis représentés dans cette Conférence, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis d'Amérique.

A cet égard, je me réjouis du fait que l'armée libanaise bénéficie de pareille confiance, tant au niveau interne qu'externe. De fait, elle est le symbole de l'international et le garant de la paix civile et de la démocratie. Elle reste tout autant déterminée à accomplir les missions dont elle a la charge : faire face aux violations de l'ordre sécuritaire, mettre un terme au chaos des armes, combattre le terrorisme, œuvrer avec la FINUL pour l'application de la résolution 17.01. Ainsi, j'espère que le plan de soutien à l'armée aboutira à l'adoption et à la mise en œuvre de la stratégie de défense nationale que j'ai soumise au Comité du dialogue national en 2012.

En matière d'action de soutien à l'effort fourni au sujet des réfugiés syriens, des résultats liminaires ont été réalisés, à savoir la tenue de deux conférences de pays donateurs au Koweït, dans le but de copartager les charges financières. Une autre conférence qui s'est tenue à Genève a adopté le principe de copartage du nombre des réfugiés et leur réinstallation dans les pays en mesure de les accueillir, partant du principe de la responsabilité internationale commune.

Cependant l'envergure du soutien international, dans ce domaine, demeure de loin inférieure au fardeau qui pèse lourdement sur les épaules du Liban et menace désormais sa sécurité, sa stabilité, ainsi que l'ensemble de sa situation socio-économique. Ainsi, souhaitons-nous sensibiliser encore plus la communauté internationale sur la gravité du problème des réfugiés qui constitue désormais un danger existentiel qui menace l'entité libanaise.

Sa prévention exige un engagement plus ferme dans les domaines suivants :

- Premièrement, fournir un appui international direct au budget des ministères et administrations publiques, notamment dans les domaines de l'hospitalisation, des soins médicaux, de l'enseignement et de l'énergie
- Deuxièmement, honorer tous les engagements financiers pris lors de deux conférences du Koweït
- Troisièmement, œuvrer pour l'application plus exhaustive du principe de copartage des réfugiés de la part d'un plus grand nombre de pays. Je voudrais saluer, à cet égard, les initiatives de

l'Allemagne et d'autres pays amis £

- Quatrièmement, exercer un effort supplémentaire pour élargir les cadres d'hébergement des déplacés syriens dans des camps sécurisés sur le territoire syrien ou dans des régions sûres tout au long des frontières £

- Cinquièmement, intensifier les efforts en vue de parvenir à une solution politique rapide à la crise syrienne, ce qui permettrait aux réfugiés de rentrer chez eux en toute sécurité et dignité.

D'autant plus que la crise et les batailles qui se poursuivent dans le voisinage syrien sont susceptibles de provoquer des flux supplémentaires et catastrophiques de réfugiés.

En ce qui concerne le soutien à la stabilité, la situation au Liban a connu, en réalité, depuis l'adoption des conclusions du GIS à New-York, de sérieux revers sur le plan sécuritaire pour les raisons suivantes : l'aggravation de la tension politique et confessionnelle £ l'implication progressive de certaines parties dans le conflit armé qui sévit en Syrie £ la recrudescence des dangers terroristes manifestés par une série d'attentats sporadiques contre les civils, les lieux de cultes, l'ambassade iranienne et des personnalités « sécuritaires » et politiques £ l'intensification des menaces, des attaques et des violations israéliennes quotidiennes contre la souveraineté libanaise, les violations de l'intégrité territoriale et les bombardements tout au long des frontières est du Liban.

Nous avons réussi à former un gouvernement d'unité nationale sur lequel nous pourrions compter pour atténuer la tension et promouvoir le calme et la stabilité. Mais nous continuons de demander plus d'initiatives internationales pour réaliser un progrès substantiel dans les domaines suivants : encourager les Etats et les partis en conflit sur la scène arabe à négocier afin de trouver des solutions politiques aux différends qui continuent de les opposer £ inciter les partis internes et les pays influents sur la scène libanaise à éloigner le Liban des conflits régionaux et à se conformer à la déclaration de Bagdad et persévérer dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes de la légalité internationale £ chercher à faire prévaloir la modération et la démocratie authentique garante des libertés au Moyen-Orient face aux courants extrémistes £ maintenir une action sérieuse et soutenue visant à trouver une solution juste et globale au conflit arabo-israélien, y compris au problème des réfugiés palestiniens, conformément aux résolutions de la légalité internationale et de l'initiative arabe de paix qui garantissent la non-implantation des réfugiés palestiniens dans les pays arabes dont les conditions spécifiques ne permettent point une telle implantation dans le Liban.

Monsieur le Président, compte-tenu de toutes ces prémices positifs et ciblés sur le plan interne, régional et international, nous pouvons espérer un avenir plus sûr et plus stable, ainsi que davantage de prospérité pour le Liban et ce grâce à la solidarité et à la vigilance des libanais, avec le soutien total de la communauté internationale conformément aux objectifs de cette conférence plénière.

Je vous remercie.

JEFFREY FELTMAN, SOUS-SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES

Monsieur le Président,

Au nom du Secrétaire général des Nations unies, Monsieur BAN Ki-moon, j'ai l'honneur, ici de remercier le Président HOLLANDE de recevoir le Groupe international de soutien au Liban, sous l'égide des Nations unies, en présence du Président SLEIMANE.

Nous nous réjouissons de la présence d'autres délégations qui participent aussi, au titre de la contribution respective en soutien au Liban. En juillet dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies avait souligné l'importance pour le Liban de pouvoir compter sur un soutien ferme et coordonné de la communauté internationale pour continuer à relever les nombreux défis lancés à sa sécurité, à sa stabilité.

Le Groupe international de soutien au Liban fut créé à l'initiative du Secrétaire général, il y a six mois, en marge de l'assemblée générale pour répondre au défi sans précédent auquel le Liban fait face dans le contexte du conflit syrien. Le Liban est le plus petit pays des pays voisins de la Syrie et subit le plus grand impact du conflit.

Les Nations unies et le Liban partagent une longue histoire et une relation de partenariat. Nous

nous félicitons de la solidarité internationale avec le Liban qui continue aujourd'hui, alors que le pays cherche à préserver et à consolider la paix qui a été si durement construite et qui le mérite. Nous le devons aux Libanais eux-mêmes.

Après s'être réunis à New York et à Beyrouth, il est aussi approprié que le groupe se réunisse aujourd'hui à Paris, vu les liens qui unissent la France et le Liban grâce à l'hospitalité du Président HOLLANDE et à la présence du Président SLEIMANE. Notre réunion nous permettra de réaffirmer l'unité de la communauté internationale en soutien au Liban, de faire le point sur l'assistance apportée à ce jour et d'encourager davantage de soutien.

Nous nous réjouissons de la notification aux fins d'alléger le poids des défis exceptionnels auxquels font face le Liban et les Libanais. Le Liban et le Groupe de soutien peuvent compter sur le soutien et l'engagement du Secrétaire général et des Nations unies. Merci.